

M.E.S., Numéro 136, Vol. 2, septembre – octobre 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

---

***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***

***Mouvements et Enjeux Sociaux***

*Kinshasa, septembre - octobre 2024*



# AUTORITARISME D'ETAT A L'EPREUVE DE MOBILISATION CHRÉTIENNE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

*Regard sur l'Église catholique dans l'arène politique à Kinshasa*

par

**Jean LOMANA WEMBONYAMA**

*Assistant et Doctorant*

**Joseph Albert LOKOTONGO ODIMOLA**

*Apprenant*

*(Tous) Sciences Politiques et Administratives,*

*Université de Kinshasa*

## Résumé

Le présent article gravite autour de la problématique de la mobilisation des fidèles catholiques dans la résistance à l'autoritarisme d'Etat en République Démocratique du Congo. La démarche consiste d'analyser la puissance politique de L'Église catholique à travers les actions, les discours et la prise de position de ses prélats dans la contestation de l'autoritarisme de l'État. Il s'agira donc d'illustrer le rôle joué par l'Église catholique dans la préservation des acquis de la démocratie et faire échec aux tentatives d'autoritarisme d'Etat au Congo. De ce fait, nous portons l'attention sur les fonctions sociales du catholicisme en situation d'autoritarisme de l'État.

Dans cette démarche, nous mettons en lumière l'approche herméneutique de la mobilisation des fidèles catholiques à partir du système de pouvoir et d'autorité de l'Église afin de régulariser les règles du jeu politique, les enjeux électoraux et les dérives autoritaires des acteurs politiques. En d'autres termes, nous mettons en exergue l'influence de cette Église dans la vie politique congolaise, car à chaque enjeu politique ou électoral, elle joue, en même temps, le rôle d'accompagnement ou de contestation en contexte d'autoritarisme d'Etat.

**Mots clés :** *autoritarisme d'Etat, église catholique, religion, politique, pouvoir, démocratie, leader politique, mandat électif, élection, mobilisation, manifestation, bonne gouvernance.*

## Abstract :

This article revolves around the issue of the mobilization of Catholic faithful in the resistance to state authoritarianism in the Democratic Republic of Congo. Our approach is to analyze the political power of the Catholic Church through the actions, speeches and positions taken by Catholic prelates in the contestation of state authoritarianism. It will therefore be a question of illustrating the role played by the Catholic Church in preserving the achievements of democracy and thwarting attempts at state authoritarianism in the Congo. As a result, we focus on the social functions of Catholicism in a situation of state authoritarianism. In this approach, we highlight the hermeneutic approach to the mobilization of Catholic faithful from the system of power and authority of the Church in order to regulate the rules of the political game, electoral issues and the authoritarian excesses of political actors. In other words, we highlight the influence of the Catholic Church in Congolese political life, because at each political or electoral issue, it plays at the same time the role of support or contestation in the context of state authoritarianism.

**Keywords :** *state authoritarianism, Catholic Church, religion, politics, power, democracy, political leader, elective mandate, election, mobilization, demonstration, good governance.*

## INTRODUCTION

Le choix du thème sous examen est le résultat d'une observation faite sur l'influence de l'Église catholique dans la vie politique congolaise en général, dans le contexte d'autoritarisme d'Etat, en particulier. Cet article met en lumière les relations entre, d'une part, les faits socio-politiques ayant caractérisé le processus démocratique, et d'autre part, les manifestations, les mobilisations, les discours et les pratiques religieuses contre l'autoritarisme en RDC. Cette étude restitue les faits et les événements construits par la scène religieuse à partir des événements politiques entre 1990 et 2023.

Nous partons du constat selon lequel, depuis son accession à l'indépendance, la République Démocratique du Congo s'est fondée comme un Etat à vocation démocratique. Mais sur terrain, nous pouvons constater que les tendances d'autoritarisme d'Etat, la prolongation des mandats

électifs, la révision de la constitution à chaque fin de mandat présidentiel, sont constamment aux agendas des leaders politiques. Cette situation plonge la vie politique à une série des crises multiformes, dont les conséquences de ces manœuvres se soldent à l'instabilité institutionnelle, à la mauvaise gouvernance, aux précarités sociales et au sous-développement.

L'Église catholique en tant qu'institution religieuse à vocation apolitique, a toujours pris de position de contestation de l'autoritarisme d'Etat à travers des évêques qui la représentent. Nous pouvons constater que depuis la restauration de la démocratie en 2006, on assiste à plusieurs tentatives d'autoritarisme d'Etat. À chaque fin du mandat, les acteurs politiques au pouvoir tentent de modifier la constitution, soit de prolonger le mandat des élus, particulièrement celui du président de la République en place, soit d'exercer le pouvoir au-delà du mandat électif.

Devant ces tentatives, l'Église catholique s'est constamment mobilisée pour contester l'autoritarisme d'Etat ou au respect des mandats électifs des leaders politiques à travers des discours et des manifestations. A Kinshasa, ces réactions passent par des dénonciations, protestations, contestations et par des manifestations de rue. L'Église catholique s'inspire à une structure religieuse de la représentation collective qui oriente ses fidèles non seulement au salut, mais également au bien-être social, dont sa finalité est la transformation de la société congolaise.

Sur le terrain, l'on constate l'influence des acteurs religieux (évêques) aux problèmes socio-économiques des populations leur permettant la mobilisation de leurs fidèles à la résistance de l'autoritarisme d'Etat qui se base sur les principes directeurs du comportement pratique en conformité avec l'Évangile et la doctrine sociale de l'Église.

Ce faisant, les évêques catholiques ont éclairé le débat politique, accompagné le peuple dans son cheminement vers l'État de droit et apporté la lumière de l'Évangile à la vision de l'humain et du salut. Les évêques ont précisé les « règles du jeu » démocratique qui concourent à des options politiques en consonance avec les valeurs évangéliques et la construction du Royaume. Ils mobilisent les fidèles catholiques et les hommes et les femmes de bonne volonté par leurs discours afin de combattre l'autoritarisme d'Etat en RDC<sup>1</sup>. A ces jours, l'Église catholique devient une structure clé de la protection des droits de l'homme et de la démocratie.

Au regard de cette situation, les préoccupations au cœur de cette étude se concentrent sur les questions suivantes : *Comment l'Église catholique exerce-t-elle son influence pour la normalisation de la vie politique congolaise par l'autoritarisme d'Etat ? Quel serait son rôle dans la régulation politique de l'autoritarisme d'Etat caractérisant l'arène politique congolaise ?*

Se faisant, aux questions soulevées au départ et dans le souci de l'explicitation de nos hypothèses, se rattachent deux réponses provisoires ci-après : pour la première question, l'Église catholique exerce son influence à la manière dont ces acteurs prennent appui sur l'enseignement et la pratique de leurs pasteurs, perçoivent, interprètent et réagissent à l'autoritarisme de l'État. L'Église catholique s'impose comme une institution légitime, reconnue par une grande partie de la population, ce qui lui confère une autorité morale dans les affaires publiques. La faiblesse des institutions politiques en République Démocratique du Congo, caractérisée par la corruption endémique, l'inefficacité administrative et le manque de confiance des citoyens envers leurs dirigeants<sup>2</sup>, a créé un climat d'instabilité dont l'Église catholique se positionne comme une alternative crédible, apportant un soutien moral et une structure organisationnelle qui peuvent pallier les lacunes de l'État.

Quant à la question secondaire, nous soutenons que le rôle de contestation ou de médiation de l'Église catholique en RDC est un aspect central de son influence contre l'autoritarisme d'Etat. L'Église se positionne comme un interlocuteur neutre entre le gouvernement et l'opposition, ce qui lui confère une légitimité et une crédibilité de jouer un rôle déterminant à l'autoritarisme de l'Etat. Cette impartialité est capitale dans un contexte politique souvent marqué par des tensions et des rivalités. Et, l'Église a joué un rôle actif dans la facilitation des dialogues politiques, notamment lors

<sup>1</sup> TROGNON, A. *et alii*, *Pragmatique du discours politique*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 13.

<sup>2</sup> BOSHAB, E., *La République Démocratique du Congo : entre les colombes et les faucons où vont les partis politiques ?* éd., PUC, Kinshasa, 2001, p.2.

de crises majeures. Par exemple, son implication dans à la CNS, à la transition, au processus électoral de 2006, l'accord de la Saint-Sylvestre en 2016 a permis de rassembler les différentes parties autour d'une table de négociation, offrant un espace pour la discussion et la recherche de solutions pacifiques afin de défaire toutes tendance d'autoritarisme d'Etat.

Par ailleurs, pour combattre l'autoritarisme de l'Etat, l'Église catholique utilise des déclarations officielles et des communiqués pour appeler la population à la mobilisation, comme lors des manifestations de 2012 pour réclamer les élections transparentes et les manifestations de 2016 et 2017 pour réclamer le respect des mandats et l'alternance pacifique par l'organisation des élections. Ces appels sont souvent suivis par des rassemblements massifs, amplifiant son impact. Elle se lance dans la surveillance des élections avec ses observateurs, dans les dialogues avec les autorités, l'éducation et la sensibilisation ainsi que la participation à des forums nationaux.

## I. MÉTHODOLOGIE ET CADRE OPERATIONNEL D'ANALYSE

La méthodologie devient un moyen par lequel se fait la confrontation d'idées, des faits, des théories, des concepts dont l'aboutissement est la production de la connaissance scientifique<sup>3</sup>. Pour mieux cerner l'immixtion de l'église catholique à la vie pouvoir politique dans un contexte d'autoritarisme d'Etat, nous avons fait recours à la méthode d'analyse stratégique<sup>4</sup>.

Ce débat sur l'opérationnalisation de la méthodologie suivie dans cette dissertation, repose sur d'une part, sur les techniques documentaire, d'observation et de l'interview structurée et d'autre part sur méthode de l'analyse stratégique.

Commençons par les techniques de recueil des données. Dans la collecte des données de cet article, l'exploitation documentaire nous a permis de recueillir des informations en consultant les ouvrages, les revues, les travaux scientifiques et les archives des sciences politiques, de l'anthropologie, de la sociologie, de droit, etc. Dans la suite, l'observation non participante nous a permis d'observer les différentes réalités ethniques dans le champ politique congolais, plus particulièrement aux différentes élections organisées, de responsabilités politiques, dans les partis politiques, etc. Enfin, à propos de l'interview, une série d'entretiens a été organisée aussi bien avec des responsables de quelques partis politiques et des ressortissants des tribus qui ont été dans les arènes du pays.

Quant à la méthode de l'analyse stratégique, retenons qu'elle aligne la présence de cinq concepts fondamentaux : *acteur, pouvoir, stratégie, zones d'incertitude et système d'action concret*. Eclairons à présent, l'articulation de chacun de ces postulats par rapport à notre sujet d'étude.

Par acteur, il faut entendre « tout individu lié à l'organisation, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur, du côté des dirigeants ou des dirigés. Cet individu est amené à agir, d'une manière ou d'une autre, dans une situation qui survient dans son environnement politique. Dans le cadre de cette étude, nous avons identifié plusieurs catégories d'acteurs qui sont en interaction avec le pouvoir politique ou l'Etat. *Les acteurs* sont donc des individus (animateurs de la vie politique « élite dirigeante et non dirigeante », les prélats catholiques, l'opposition,) et les jeux qui les prédisposent à se livrer aux enjeux politiques d'accompagnement ou de contestation. Ceci nous a permis également d'expliquer l'impact de mobilisation chrétienne comme un instrument de contestation de l'autoritarisme d'Etat, et permet à l'église catholique de se positionner dans l'arène politique.

Profitant de *zones d'incertitude*, chaque acteur dans le jeu politique met à son profil ces marges de manœuvre flou pour transformer en marges de liberté, favorable à ses propres objectifs.

Le concept *pouvoir* demeure un support central dans le raisonnement stratégique. Le pouvoir reste le fondement de toute société organisée. Il est partout et pas nécessairement là où

<sup>3</sup> LOUBET DEL BAYLE, J.L., *Initiation aux méthodes des Sciences Sociales*, éd., L'Harmattan, Paris, 2000, p. 35.

<sup>4</sup> OMELIAU, C., « Un défi économique sans précédent », in DEBUYST, DEFOURNY, P., GERARD, H. (eds), *Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2001a, p.48.

on l'entend. Il est la manifestation naturelle et normale de la coopération humaine qui suppose une dépendance mutuelle et/ou déséquilibrée des acteurs. Il désigne la capacité d'un acteur, à structurer des processus d'échanges plus ou moins durables en sa faveur, ou conformément à ses intérêts, en exploitant les contraintes et les opportunités de la situation pour imposer les termes d'échange favorables à ses intérêts. A cet effet, le phénomène d'interaction de l'église et l'Etat est universel, mais le concept du pouvoir est insaisissable et donc multiforme. Le pouvoir peut être compris comme une relation d'échange, de négociation, de marchandage entre les acteurs et leurs bases d'un même contexte organisationnel, où les frontières formelles de l'organisation tendent à perdre leur pertinence. Il s'agit donc, de la capacité qu'ont les acteurs et leurs membres d'orienter tant positivement que négativement leurs actions, lorsqu'ils se butent à un événement politique. La *Zones d'incertitude* font allusion à de zones de turbulences, de flou ou d'inopportunités, en ce que, qui dit incertitude ou turbulence dit également le risque, contrainte, absence ou déficit d'opportunité, bref, tout phénomène sur lequel aucun acteur du système n'a aucune maîtrise parfaite.

Les stratégies quant à elles, sont un ensemble des comportements que les acteurs adoptent dans leurs actions ou jeux, en vue de préserver ou de défendre leurs avantages, leurs pouvoirs ou leurs positionnements face aux obstacles et contraintes qui surviennent dans le système ou dans le champ politique. Les acteurs orientent les stratégies en fonction des enjeux de la situation, c'est-à-dire de ce qui leur permet de gagner ou de perdre.

Dans la construction de leurs stratégies, les acteurs se servent des atouts ou des ressources. Ceci nous a permis d'indiquer clairement que le succès de mobilisation chrétienne au Congo, est souvent fonction de l'usage des discours des évêques catholiques doit s'appuyer sur les liens de religieux, utiliser comme une idéologie. En marge des objectifs qu'ils explicitent, les acteurs orientent leurs actions en fonction d'objectifs implicites correspondants à leurs intérêts réels<sup>5</sup>.

En somme, la méthode stratégique traduit les interactions humaines par une lecture orientée sur les relations de pouvoir. Ainsi, c'est l'examen des relations de pouvoir entre l'église et l'Etat qui permet de comprendre l'implication de l'église catholique dans la vie politique congolaise. Il suffit de saisir les relations réciproques entre les acteurs politiques et les acteurs religieux pour comprendre des tensions en contexte d'autoritarisme. Les pratiques étudiées ici ne doivent pas être sorties de leur contexte d'autoritarisme, a fortiori dans la ville de Kinshasa. La logique d'action est utilisée parce que les pratiques, les enjeux, les jeux d'acteurs nécessitent des explications liées aux missions de l'église et de l'Etat. Toutefois, dans leurs logiques, les acteurs tant politiques ou religieux sont mus par des motivations propres. Ces motivations sont liées à leur trajectoire personnelle et épousent des intérêts commandés en partie par leur position sociale, leur insertion dans une institution ou organisation sociale.

Les logiques d'actions au sein de fidèles débouchent sur l'impact et sur le changement social. Nous nous arrêtons à ces valeurs mobilisatrices de manière à les replacer *in situ* à partir du conditionnement politique de l'Église (contexte d'autoritarisme de l'État). Il s'agit de les considérer comme des idéaux, des croyances systématisées sous forme de doctrine, qui influent sur les comportements individuels et collectifs et informent la figure de l'Église, inspirent la conception de la mission et promeuvent les pratiques politiques concrètes des chrétiens.

## II. EGLISE CATHOLIQUE ET LA VIE POLITIQUE CONGOLAISE

### 2.1. Genèse de l'immixtion de l'Église catholique dans la vie politique

Plusieurs sources renseignent que l'église catholique était considérée comme un partenaire du gouvernement colonial pour assoir sa domination<sup>6</sup>. La collision entre le christianisme et le pouvoir est historique au Congo. Le gouvernement du Congo belge a été assuré par la trinité coloniale ; constituée de l'Administration, des entreprises et des missions de l'église catholique romaine qui

<sup>5</sup> Brousselle, A., et Champagne F., *analyse stratégique, modèle d'analyse ou démarche théorique pour l'évaluation de l'implantation, centre de recherche de l'hôpital douglas*, Montréal, 2004, p. 2.

<sup>6</sup> KABUYA LUMUNA SANDO, *Réflexion sur la démocratie congolaise et les principaux défis*, Ed. CEDIS, Kinshasa, 2017

ont régnés sur les réseaux de l'enseignement et de la santé. Depuis lors, l'église catholique a été toujours considérée comme un pilier de l'Etat<sup>7</sup> tant dans la mission civilisatrice que dans le développement socio-économique.

Sous le régime coloniale, l'église a été un instrument de l'Etat pour installer sa domination. A cet effet, l'ethnologie et de l'anthropologie furent créées par l'Etat colonial pour étudier les mentalités de l'homme noir dans le but d'appréhender ses désirs, ses besoins. L'église catholique quant à elle va s'occuper à enseigner aux indigènes la non-violence et de les faire gober la doctrine coloniale, c'est-à-dire à aimer la misère et la pauvreté afin d'accéder au salut<sup>8</sup>.

## 2.2. Rôle de l'Église catholique après l'indépendance

Au Congo postcolonial, l'Église catholique a occupé un rôle de médiateur entre l'Etat et les couches sociales dont les effets sont plus visibles à travers son histoire. Sous le MPR<sup>9</sup>, AFDL<sup>10</sup>, comme sous les régimes de J. Kabila et de F. Tshisekedi, l'église catholique n'hésite pas à échanger cette fonction de médiateur contre celle d'acteur politique, voire d'activiste protectrice, lorsque la démocratie ou le pays est menacé par la classe dirigeante ou des groupes armés. Cette implication politique fait de l'épiscopat une figure puissante dans le Congo d'aujourd'hui, où vivent environ 45 millions de catholiques. L'on reconnaît l'impact des valeurs mobilisatrices et de nombre d'actions menées par de les cardinaux, Malula, F. Etsou, L. Monsengwo, et l'actuel cardinal Fridolin Abongwo dans le processus démocratique. Chacun d'eux avait réussi à mobiliser les fidèles contre l'autoritarisme d'État en RDC. Cette église s'est parfois coalisée avec les partis de l'opposition, en occurrence l'UDPS d'Etienne Tshisekedi pour lutter contre l'autoritarisme d'Etat et le parti-Etat.

En articulant la continuité des missions de l'église, le contrôle et la cohérence, l'organisation religieuse définit des normes censées mettre en consonance les conduites et les croyances. L'effritement de la normativité entraîne souvent des discordances tacites ou explicites que les mécanismes de contrôle tentent de contenir ou d'éradiquer. La mise œuvre collective des prêtres et des laïcs qu'il engage, pour articuler leurs messages autour de la vérité, la justice et la fraternité comme valeurs mobilisatrices constitue un enjeu majeur de l'église catholique au Congo. Dans cette perspective, la fraternité est une valeur englobante qui intègre les deux autres. Pour mener leurs actions, l'église catholique s'est investie à inculquer et à consolider la fraternité au point de lui donner une plausibilité remarquable. Cette la fraternité devient une arme puissante et une valeur signifiante de l'existence chrétienne dans l'archidiocèse de Kinshasa<sup>11</sup>. Elle modèle, organise et régit les comportements, actions et pratiques qualifiées de chrétiens face à l'autoritarisme d'Etat.

Plusieurs d'accusations ont été orientées contre l'église catholique européenne pendant la colonisation. Contrairement à l'amour chrétien mis en exergue dans les principes, l'église catholique avait participé à la discrimination raciale implantée par le régime colonial ; ensuite, contrairement à la pauvreté exaltée à leurs membres noirs, pourtant les blancs vivant dans l'opulence et le luxe. Cependant, pour comprendre le rôle et la puissance politique de l'église catholique dans la vie politique congolaise, il sera important de remonter en 1960. Devenu premier Cardinal et premier Archevêque autochtone vers les années 1950, le cardinal Joseph Malula avait joué un rôle incontournable pour la liberté des peuples noirs et pour l'indépendance<sup>12</sup>. Sous le régime dictatorial de Mobutu, ce cardinal avait ouvert la voie d'un engagement politique avec les différents

<sup>7</sup> MAMDANI, M., *Citoyen et sujet : L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 1996.

<sup>8</sup> BATSIKAMUBA, M., *Voici le Jagas ou l'histoire d'un peuple panicide bien malgré lui*, Kinshasa, ONRO, 1971, p.11

<sup>9</sup> MPR, *Mouvement Populaire de la Révolution est un parti politique de l'ex-Zaïre fondé en 1967. Il a été un parti unique dont tous les Zaïrois étaient membres de droit, et ce dès leur naissance. C'est un instrument qui contrôle la vie politique, économique et sociale. Il est animé par l'idéologie du mobutisme, c'est-à-dire la pensée, les actes et les enseignements du président fondateur. Cette idéologie a permis à Mobutu et à sa famille de monopoliser le pouvoir politique et ainsi dominer la population.*

<sup>10</sup> Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo est la coalition des dissidents à Mobutu et de groupes ethniques congolais qui ont favorisé la prise de pouvoir de Laurent-Désiré Kabila.

<sup>11</sup> SAINT MOULIN, *Œuvres complètes du cardinal Malula*, 7 vol., Kinshasa, FCK, 1992.

<sup>12</sup> SAINT MOULIN (de), L. et GAISE, R., *Église et société. Le discours sociopolitique de l'Église catholique du Congo (1956-1998)*, Kinshasa, FCK, 1998.

archevêques de Kinshasa pour s'opposer à l'autoritarisme d'Etat sous le MPRparti-Etat imposé par Mobutu. En 1972, il sera contraint de s'exiler en Rome à la suite d'un long conflit que lui opposait avec ce régime.

Après lui, le cardinal Frédérick Etsou Nzabi Bumungwabi, devenu deuxième archevêque de Kinshasa s'est opposé à l'autoritarisme d'Etat du régime de L.D. Kabila, alors que son successeur, cardinal Laurent Mosengwo s'est opposé contre le régime de Kabila, particulièrement aux tentatives d'autoritarisme d'Etat et à l'option de briguer un troisième mandat à de 2016. Aujourd'hui, l'actuel cardinal de Kinshasa, le cardinal Fridolin Ambongo, s'est constamment attiré les foudres du régime de Tshisekedi en raison de ses discours très criques.

En RDC, l'on doit reconnaître que la transition a été autoritaire, manquée et inachevée. Après plusieurs années des crises politiques à partir entre 1997 et 2001, la transition s'est soldée à l'organisation des élections sous la médiation de l'église catholique et la société civile. Cependant, les systèmes politiques post-électoral se sont chapeautés par des régimes autoritaires, caractérisés de ce que T.-L. Karl dénomme du phénomène d'« *illusion électorale*»<sup>13</sup>. Dans ce contexte, l'église catholique mène plusieurs actions de terrain pour dénoncer ou contester les dérives politiques en contexte d'autoritarisme d'Etat.

### 2.3. Démocratisation et implication de l'église catholique contre l'autoritarisme d'Etat en RDC

L'Église catholique congolaise qui se dit apolitique et non partisane affiche un apolitisme dont la pertinence politique est loin de toute insensibilité. Elle s'aménage d'une neutralité malléable, pourtant elle joue tantôt un rôle conservateur des structures sociales existantes, tantôt un rôle de suppléance ou encore un rôle innovateur stimulant la liberté d'initiative politique de ses fidèles et autres confessions religieuses.

Aux yeux de l'église catholique, la démocratie et la stabilité institutionnelle ainsi que le développement de la RDC, sont fonction des élections crédibles et transparentes. Les élections sont censées donner une impulsion à la démocratie et du développement dans un État sous-tutelle et néo-patrimonial. Elles n'ont pas pour finalité de servir à la reproduction du système de domination à travers la consolidation de l'autoritarisme. L'église catholique construit le sens des élections en l'arrimant à des adjectifs divers. Ce sont des élections libres, transparentes, démocratiques, justes, fiables, crédibles, apaisées, dans la paix et la légalité qui orientent le pays à la stabilité institutionnelle et au développement des peuples de Dieu. L'analyse sémantique de ces expressions illustre que l'objet discursif liberté est l'essence du vote démocratique et du bien-être. Si pour le gouvernement, la valeur dominante est la « paix », les évêques placent la liberté à sa racine et la corréle à la « justice et à l'égalité ». Nous ajoutons la valeur de la bonne gouvernance.

Depuis le renouveau démocratique, on assiste à la routinisation de l'autoritarisme conséquente aux élections. Les élections de 2006, 2011, 2018 et 2003 ont chacune taxée d'irrégularités<sup>14</sup> par l'église catholique, la société civile et par l'opposition. Toutefois, la révision unilatérale de la Constitution pour ce qui les élections de 2011, et l'alternance par compromise ou par arrangement de 2018, où l'ancien président avait la mainmise sur le parlement, le gouvernement suite à l'alliance FCC-CACH, et afin aux élections chaotiques de 2023, taxées d'irrégularités, surtout que l'actuelle président avait le contrôle sur pouvoir politique, juridique, économique et les médias, de la distribution des patronages par son régime, de la manipulation électorale, de l'absence d'une coalition stratégique oppositionnelle et de la réduction du potentiel contestataire, comme les élections de 2011, sont des rituel de performance concocté pour la survie politique d'un régime autoritaire personnaliste.

Comme en 2016, la question de la révision de la constitution est au cœur de l'actualité et au centre des débats politiques. Aujourd'hui, l'espace politique et médiatique

<sup>13</sup> ARL, T.-L., « The Hybrid Regimes of Central America », *Journal of Democracy*, vol. 6, n°3, 1995, p. 72.

<sup>14</sup> POIRIER C. ET KYELEM B.-L., *Le nomadisme ou transhumance politique post-électoral et discipline de parti dans l'espace francophone*, projet de rapport, Bruxelles, juillet 2012, p. 7.

congolaise sont saturés par les rumeurs relatives au projet d'une inéluctable prorogation du mandat présidentiel et de l'autoritarisme d'Etat.

En RDC, l'Église catholique est une structure religieuse qui témoigne des contraintes du champ, en l'occurrence celles du champ religieux. Elle est productrice d'un discours sociopolitique qui répond à sa mission d'évangéliser. Les fonctions de la religion dans l'espace public congolais sont assurées entre autres par l'émission des messages qui abordent des thèmes de société, engagent une réflexion théologique et politique, façonnant les chrétiens comme citoyens, et donc, des sujets politiques<sup>15</sup>.

Avec leur visée persuasive, les documents épiscopaux cristallisent la doctrine, proposent des valeurs et des normes pour l'action, donnent des directives de comportements, motivent les chrétiens, les hommes et les femmes de bonne volonté à s'engager dans des tâches temporelles. La persuasion est ici en lien avec le domaine de l'agir au sens « d'un discours qui accomplit un acte et déploie des effets sur la situation »<sup>16</sup>. Inscrite dans un contexte historique, la mission a un ancrage empirique et demeure marquée par une configuration sociale spécifique. Une pragmatique de la communication aide à saisir l'impact social et politique de la parole épiscopale sur les élections.

L'Église catholique s'est aujourd'hui comme à la « conférence Nationale Souveraine » entre 1991 et 1992, de s'engager à dénoncer les dérives autoritaires et de jeter les bases d'un système nouveau de gouvernance démocratique pour assainir l'espace politique congolais, sur base des valeurs chrétiennes. Elle avait joué un rôle déterminant sous la transition<sup>17</sup>. Tout est partie de la signature de l'Accord global et inclusif du 30 juin 2003 et la mise en place du « schéma 1+4 ». Cette transition devait s'achever avec les élections présidentielles, législatives et provinciales. Ces élections ont eu lieu les 30 juillet et 29 octobre 2006. Malgré le boycottage de l'UDPS. En l'absence d'E. Tshisekedi, leader de l'UDPS, deux candidats sont en lice : le Président sortant, J. Kabila, tête de file de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP) et J.-P. Bemba, figure de proue de l'opposition.

Les élections se déroulent dans un contexte politique délétère marqué par les suspicions sur la partialité de la CEI. Cette évidence partagée par la majorité des congolais l'est également par certains évêques de la CENCO. Sous la présidence de l'Abbé A. Malu Malu, la CEI bénéficie du soutien logistique, technique et financier de la communauté internationale et surtout de l'Union européenne. Cette dernière ne manque pas d'imposer un cadre de référence qui structure le champ d'intervention des protagonistes des élections. À l'issue du processus électoral, la CENCO, par la voie de son Président Mgr L. Monsengwo (archevêque de Kisangani), de son Vice-Président, Mgr Th. Tshibangu Tshishiku et du Cardinal F. Etsou, archevêque de Kinshasa a publié une Déclaration en date du 12 août 2006 : « La paix dans la vérité des urnes » Aujourd'hui d'ailleurs, l'Église catholique appelle ses fidèles à une marche pacifique pour contester à la révision de la constitution, qu'elle juge une tentative à l'autoritarisme d'Etat sous le régime de Tshisekedi.

#### 2.4. Mobilisation de l'Église catholique et alternance pacifique<sup>18</sup>

La période de 2016 à 2018 illustre particulièrement bien l'engagement de l'Église catholique contre l'autoritarisme d'Etat.

Joseph Kabila sera élu en 2006 et réélu en 2011. Mais cette réélection a été constatée par l'Église catholique que l'avait qualifiée d'un hold-up électoral et ne cessait de revendiquer la vérité des urnes. Elle rejoint une partie de l'opinion commune : « *les résultats publiés ne reflètent pas la réalité ni ne sont conformes à la vérité des urnes* ».

Son deuxième et dernier mandat devait prendre fin le 20 décembre 2016 car la Constitution l'empêche de se représenter. À la fin de son second mandat, il ne quitte pas le pouvoir, sous prétexte

<sup>15</sup> OSSIPOW, W., *La transformation du discours politique dans l'Église*, Lausanne, Éditions l'Âge d'Homme, 1978, p. 18

<sup>16</sup> KÉBA, A., *L'Église catholique et la politique en RDC : Mobilisation et enjeux*, Éditions Universitaires, Kinshasa, 2020.

<sup>17</sup> ELHADJ OMAR DIOP, *Les partis politiques et processus de transition en Afrique*. Ed., Publibook, Paris, 2006, p. 329.

<sup>18</sup> KUNA MABA MAMBUKU, G., *La république démocratique du Congo à l'épreuve d'une alternance pacifique : Les enjeux d'une lutte de recomposition de l'espace autoritaire*, éd. Terabytes, Kinshasa, 2017.

des difficultés financières qui empêchent la tenue des élections et sur base de l'Article 70. Dans la nuit de lundi à mardi, une heure avant la fin de son deuxième mandat, le président congolais a annoncé à la télévision publique la liste de son nouveau gouvernement de la coalition avec quelques leaders de l'opposition. Pourtant la Constitution l'empêche de briguer un troisième mandat.

A cet effet, l'église catholique s'est engagée à travers les mobilisations de rues pour empêcher l'autoritarisme d'Etat sous Joseph Kabila. C'est dans ce contexte que l'accord de la Saint-Sylvestre sera signé le 31 décembre 2016. L'accord prévoit le maintien au pouvoir du président malgré la fin de son mandat. En échange, Kabila est incité à respecter la limite du nombre de mandats présidentiels. Le 31 décembre 2016, elle parvient à négocier un accord politique entre l'opposition et le gouvernement, permettant à Joseph Kabila, alors président, de rester en fonction, à condition que des élections soient organisées avant la fin de l'année 2017. Cet accord, connu sous le nom d'« accord de la Saint-Sylvestre »<sup>19</sup>, n'est pas respecté par le gouvernement. L'Église, passant du rôle de médiateur à celui d'acteur politique, appelle les Congolais à la contestation. La Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), qui regroupe tous les religieux en position d'autorité, publie plusieurs communiqués, notamment le 23 juin 2017 et les 31 décembre 2017, 21 janvier et 25 février 2018, et organise trois grandes manifestations pour protester des élections et mettre fin au mandat de Joseph Kabila. Finalement, en décembre 2018, des élections ont lieu, mais leurs résultats sont contestés par l'Église, qui finit par reconnaître Félix Tshisekedi comme vainqueur.

Ces faits du terrain démontrent, l'influence de l'Église catholique sur la classe politique et son rôle contre l'autoritarisme d'Etat. Le 4 décembre 2022, l'épiscopat congolais a invité les fidèles à participer à une marche pacifique pour protester contre l'insécurité à l'Est du pays, aggravée par la résurgence du M23, ainsi que contre le morcellement de la RDC.

Lors des élections de 2023, l'Église catholique s'est engagée à garantir la transparence des résultats en les publiant par bureau de vote, afin de réduire les contradictions entre les résultats de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) et les siens, tout en respectant la législation qui stipule que seule la CENI a la responsabilité de publier les résultats. Cependant, si l'église semblait tétanisée après la réélection de de Félix Tshisekedi à la présidence aux élections de 2023, avec 73,34 des voix en décembre dernier, le Cardinal Ambongwo n'a pas l'habitude de garder sa bouche sur les questions d'actualités politiques. Il avait d'ailleurs qualifié les dernières élections de « gigantesque désordre ». De même, lors de la cérémonie d'hommage au député Cherubin Okende, assassiné brutalement, le cardinal Ambongwo n'a pas hésité à pourfendre le régime en place et du Félix Tshisekedi fraîchement réélu. Plus souvent, l'église assume une forme du leadership dans l'opposition.

De ce qui précède, l'on constate que la fraternité de la doctrine catholique transcende, au niveau du droit, les frontières linguistiques, les barrières ethniques, les disparités sociales, les oppositions politiques et les limites confessionnelles face à l'autoritarisme de l'Etat que l'église se déploie comme champ de bataille. La fraternité se décline sous forme d'une culture et des pratiques qui façonnent des subcultures et affecte la nomination et la manière de se saluer. À cet égard, il convient de remarquer que Kinshasa est une société « à éthos hiérarchique », avec un éthos de proximité, une société à politesse positive dont la culture est à contact. Les termes d'adresse déclinent le positionnement mutuel des interlocuteurs à travers la désignation de leur position et le codage de leurs relations<sup>20</sup>. On est désigné *tata* (papa), *mama* (maman), *yaya* (grand frère), *leki* (petit frère) en fonction du rang occupé dans la famille ou dans la société<sup>21</sup>. L'église se sert de la fraternité religieuse fidéliser ses fidèles pour des manifestations et des campagnes de sensibilisation pour empêcher l'autoritarisme d'Etat en RDC.

<sup>19</sup> L'accord de la Saint-Sylvestre a été signé grâce à la Conférence Episcopale Nationale du Congo. L'accord avait tracé la feuille de route pour les élections de décembre 2018.

<sup>20</sup> AUNDU MATZANZA G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa. Ethnicité pour légitimité*, éd. L'Harmattan, Paris 2010, p.36.

<sup>21</sup> TRAVERSO., V. *L'analyse des conversations*, Paris, Nathan Université, 1999, p. 97.

Ces manifestations démontrent la capacité de l'église catholique dans son rôle de contestation ou de soutien, car elle réussit à mobiliser le peuple congolais en général, ses fidèles en particulier, aux enjeux politiques et surtout à l'alternance pacifique du pouvoir politique<sup>22</sup>.

La prise de position de l'église catholique face au changement a non seulement renforcé le son rôle de l'église comme institution qui amène le peuple au salut céleste mais également comme de mobilisateur social. Par exemple, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a été à l'avant-garde de la surveillance électorale, appelant à la transparence et à la justice (CENCO, 2018)<sup>23</sup>.

À Kinshasa, les chrétiens se désignent « *ndeko* » (frère, sœur)<sup>24</sup>. Cette désignation condense autant d'apprentissages sociaux porteurs d'une manière autre d'interagir les uns avec les autres. Pour mobiliser les fidèles face aux dérives de l'État, les évêques démontrent la solidarité de vivre-ensemble qui porte leurs aspirations au bien-être et leurs inspirations au salut. « *Boboto, bondeko, esengo* » (paix, fraternité, joie) est une formule socialement stabilisée qui livre le profil et le style communicatif de l'archidiocèse de Kinshasa ainsi que l'*éthos* de la communauté catholique. Ces rapports fraternels invident les chrétiens au vouloir vivre collectif à vivre au à travers des valeurs évangéliques, la trilogie « *boboto, bondeko, esengo* » tient ensemble la salutation juive (*boboto*, paix) et la salutation grecque (*esengo*, joie). La conjonction des mots paix et joie fait penser à la fraternité des premiers chrétiens. C'est de cette manière, pour reprendre le jargon ecclésiastique, qu'elle proclame le Royaume de Dieu et fait agir les chrétiens pour le construire.

Cette situation met en lumière les limites de son influence et confirme l'hypothèse selon laquelle son pouvoir d'intervention n'est pas absolu. Comme l'affirme Kéba, cette contestation révèle une tension entre l'autorité morale de l'Église et la réalité politique, soulignant les difficultés auxquelles elle fait face dans un environnement politique volatile<sup>25</sup>.

### III. RESULTATS DE L'ÉTUDE : confrontation et interprétation des données du terrain

L'enquête de terrain a été tributaire des aléas et vicissitudes sur les actions de l'église catholique en contexte de l'autoritarisme d'État en RDC. Néanmoins, elle nous a été d'une grande utilité. Certes, nous avons compris que les mobilisations chrétiennes à Kinshasa s'inscrivent dans un contexte de régulation de la vie politique contre l'autoritarisme d'État. La consolidation de lien social des fidèles dans un contexte dominé par l'autoritarisme de l'État nous a permis à la compréhension de l'utilité et la fonction tant sociale que politique de l'église catholique.

Les données du terrain, nous ont permis de prendre connaissance d'une manière générale sur l'influence des prélats catholiques de Kinshasa sur la scène politique congolaise. Toutefois, la régulation religieuse du politique en RDC est fonction tant des acteurs religieux, de l'appareil d'exécution et de gouvernement que de la tradition. L'analyse des résultats révèle que les mobilisations de l'Église catholique ont des répercussions significatives non seulement sur le contexte d'autoritarisme d'État, mais également sur la société congolaise en générale. La mobilisation de l'Église à travers des initiatives telles que : des forums de discussion, des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation ont été mis en place pour éveiller la conscience politique des citoyens. Cette dynamique corrobore l'hypothèse selon laquelle l'Église joue un rôle crucial dans l'éducation politique et la sensibilisation des citoyens. À travers ses discours et ses actions, elle a encouragé une prise de conscience des inégalités sociales et économiques qui persistent dans le pays. Cela souligne son impact sur les mentalités et les comportements civiques, renforçant ainsi son influence sur la culture politique du pays.

Toutefois, à chaque période de crise, l'Église a toujours joué un rôle crucial dans la promotion de la paix et de la réconciliation. Ses efforts pour rassembler les différentes communautés et favoriser le dialogue interculturel témoignent de son engagement envers l'harmonie sociale. En mettant en avant des messages de tolérance et de compréhension, l'Église contribue à apaiser les tensions et à

<sup>22</sup> Kéba, A., *L'Église catholique et la politique en RDC : Mobilisation et enjeux*, Éditions Universitaires, Kinshasa, 2020.

<sup>23</sup> CENCO. *Rapport sur la surveillance électorale en RDC*, 2018.

<sup>24</sup> La désignation caractéristique des Bilenge ya Mwindi a été adoptée, généralisée et étendue dans tous les archidiocèses de Kinshasa.

<sup>25</sup> Kéba, A., op.cit, p.17.

construire des ponts entre les différentes factions de la société congolaise. L'engagement de l'Église a également un impact sur la culture politique en RDC, en insistant sur des valeurs telles que la transparence, la responsabilité et la démocratie participative. Cette influence se manifeste dans la manière dont les Congolais perçoivent et exigent leur participation dans les affaires publiques, ce qui est essentiel pour le développement d'une démocratie robuste. Le rôle de l'Église catholique dans la mobilisation des citoyens lors des élections de 2018 en République Démocratique du Congo (RDC) est un exemple frappant de son influence en tant qu'acteur politique et social. En organisant des manifestations et des campagnes de sensibilisation, l'Église a démontré sa capacité à galvaniser la population autour de l'importance de la transparence électorale. Ce phénomène est révélateur de son rôle de mobilisateur social, un aspect souvent souligné dans les études sur l'engagement civique.

Aujourd'hui, bien que l'Église ait reconnu Félix Tshisekedi comme vainqueur des élections, elle a exprimé des réserves sur la transparence du processus électoral. Dans un communiqué, la CENCO avait souligné des irrégularités dans le déroulement des élections. Elle continue à jouer un rôle clé en étant à l'avant-garde de la surveillance électorale, plaidant pour un processus juste et transparent. Cela indique non seulement la volonté de l'Église de s'impliquer dans les affaires politiques, mais aussi sa détermination à défendre la démocratie et les droits des citoyens. Ce rôle d'éducateur politique, bien que parfois sous-estimé, est crucial pour la construction d'une démocratie durable. La mobilisation de l'Église catholique lors des élections de 2018 illustre son rôle crucial en tant que catalyseur de changement social et politique. Elle souligne à la fois son potentiel d'influence et les obstacles qu'elle doit surmonter pour atteindre ses objectifs. Aujourd'hui, la position prise par l'Église catholique pour la non révision de la constitution est cruciale pour son opposition à l'autoritarisme d'Etat.

## CONCLUSION

Dans cet exercice, nous avons voulu comprendre la manière dont les mobilisations chrétiennes impactent la vie politique congolaise caractérisée par l'autoritarisme d'Etat dans le processus démocratique. Les résultats de cette étude confirment nos hypothèses concernant à travers les réalités et les faits observés sur l'influence politique de l'Église catholique entre 2006 et 2023. L'Église a agi à la fois comme médiateur et mobilisateur social, tout en faisant face à des défis et à des résistances. Son rôle dans la promotion des valeurs démocratiques et de l'engagement civique souligne son importance dans le paysage politique congolais. Ce contexte met en lumière l'importance de l'engagement civique et la nécessité d'une vigilance continue pour défendre les droits démocratiques en RDC. Les stratégies et les valeurs mobilisatrices passent par des modèles intériorisés d'obéissance, des pratiques collectives de résistance et de moyens concrets qu'elles requièrent. L'enjeu est de montrer comment les évêques structurent les laïcs et les prêtres comme citoyens et sujets politiques. Toutefois, l'expertise électorale de l'épiscopat congolais confère aux évêques une position discursive de verdict. Elle crédite l'Église catholique une accessibilité et une visibilité dans l'espace public congolais. Ceci entraîne une certaine normativité en politique congolaise et concourt à la socialisation politique des chrétiens. Elle est dès lors une forme de régulation religieuse du politique à l'autoritarisme d'Etat. En l'absence d'une véritable coalition de l'opposition, l'échec de toute manipulation des futures processus électoraux pour imposer l'autoritarisme dépend en partie, du leadership de catholique à entraîner les autres confessions religieuses à structurer le vote et à agréger les intérêts des congolais opposés à la révision constitution sous réserve d'implanter l'autoritarisme. En se positionnant en tant qu'observateur impartial, l'Église doit renforcer sa légitimité et sa crédibilité auprès de la population afin de réguler le jeu politique.

## BIBLIOGRAPHIE

- ARL, T.-L., « The Hybrid Regimes of Central America », *Journal of Democracy*, vol. 6, n°3, 1995.
- AUNDU MATZANZA G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa. Ethnicité pour légitimité*, éd. L'Harmattan, Paris 2010.
- BATSIKAMUBA, M., *Voici le Jagas ou l'histoire d'un peuple panicide bien malgré lui*, Kinshasa, ONRO, 1971.

- BOSHAB, *La République Démocratique du Congo : entre les colombes et les faucons où vont les partis politiques ?* éd., PUC, Kinshasa, 2001.
- CENCO. *Rapport sur la surveillance électorale en RDC*, 2018.
- BROUSSELLE, A., et Champagne F., *analyse stratégique, modèle d'analyse ou démarche théorique pour l'évaluation de l'implantation, centre de recherche de l'hôpital douglas, Montréal*, 2004.
- ELHADJ OMAR DIOP, *Les partis politiques et processus de transition en Afrique*. Ed., Publibook, Paris, 2006.
- KABUYA LUMUNA SANDO, *Réflexion sur la démocratie congolaise et les principaux défis*, Ed. CEDIS, Kinshasa, 2017
- KÉBA, A., *L'Église catholique et la politique en RDC : Mobilisation et enjeux*, Éditions Universitaires, Kinshasa, 2020.
- KUNA MABA MAMBUKU, G., *La république démocratique du Congo à l'épreuve d'une alternance pacifique : Les enjeux d'une lutte de recomposition de l'espace autoritaire*, éd. Terabytes, Kinshasa, 2017.
- LOUBET DEL BAYLE, J.L., *Initiation aux méthodes des Sciences Sociales*, éd., L'Harmattan, Paris, 2000.
- MAMDANI, M., *Citoyen et sujet : L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 1996.
- OMELIAU, C., « Un défi économique sans précédent », in DEBUYST, DEFOURNY, P., GERARD, H. (eds), *Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2001.
- OSSIPOW, W., *La transformation du discours politique dans l'Église*, Lausanne, Éditions l'Âge d'Homme, 1978.
- POIRIER C. ET KYELEM B-L., *Le nomadisme ou transhumance politique post-électorale et discipline de parti dans l'espace francophone*, projet de rapport, Bruxelles, juillet 2012.
- SAINT MOULIN (de), L. et GAISE, R., *Église et société. Le discours sociopolitique de l'Église catholique du Congo (1956-1998)*, Kinshasa, FCK, 1998.
- SAINT MOULIN, *Œuvres complètes du cardinal Malula*, 7 vol., Kinshasa, FCK, 1992.
- TRAVERSO., V. *L'analyse des conversations*, Paris, Nathan Université, 1999.
- TROGNON, A. et alii, *Pragmatique du discours politique*, Paris, Armand Colin, 1994.